

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 15/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MAUSER FRANCE

82 rue de l'industrie
69800 Saint-Priest

Références : UD-R-CTESSP-24-255-MP
Code AIOT : 0006104106

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/09/2024 dans l'établissement MAUSER FRANCE implanté 82 RUE DE L'INDUSTRIE 69800 Saint-Priest. L'inspection a été annoncée le 20/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAUSER FRANCE
- 82 RUE DE L'INDUSTRIE 69800 Saint-Priest
- Code AIOT : 0006104106
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MAUSER est un groupe international spécialisé dans la production de fûts et GRV (Grand Réservoir Vrac) en polyéthylène et de tonnelets métalliques. Les activités et installations ont été

autorisées initialement par arrêté préfectoral du 10 mars 1967, actualisé une première fois le 10 octobre 2007.

En 2015, la société MAUSER a développé une nouvelle activité de collecte, de reconditionnement et de recyclage de GRV suite à une baisse de l'activité traditionnelle de production de fûts métalliques. Cette évolution a été encadrée, au titre des ICPE, par l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 juillet 2015 actualisant également l'ensemble des activités/installations du site.

En 2016, la société MAUSER a déposé une demande d'installation d'une unité d'extrusion et de soufflage de contenants en plastiques en régime d'enregistrement. Conjointement, un porter à connaissance pour ces nouvelles activités et les activités modifiées a été déposé. Ces évolutions ont été encadrées, au titre ICPE, par l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 juillet 2017.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suivi d'astreinte	AP de Mise en Demeure du 08/04/2022, article 2	Astreinte	2 mois
2	Suivi mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 01/02/2024, article 1	Prescriptions complémentaires, Amende	1 mois
3	Qualité de l'air	Code de l'environnement du 14/07/2010, article L.220-2	Demande d'action corrective	2 mois
4	Suites de l'inspection de 2023	Arrêté Préfectoral du 31/07/2015, article 8.4	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Gestion des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 03/07/2017, article 13	Sans objet
6	Suite inspection 2023	Arrêté Préfectoral du 31/07/2015, article 8.4.IV	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection a permis de relever des non-conformités vis-à-vis des prescriptions examinées. L'exploitant devra fournir, selon les délais mentionnés dans les fiches constats du présent rapport, les éléments permettant de justifier de la mise en oeuvre des actions correctives nécessaires pour les lever.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi d'astreinte

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/04/2022, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée :

La société MAUSER FRANCE est mise en demeure pour le site qu'elle exploite 82, rue de l'industrie à SAINT-PRIEST, de respecter les dispositions de l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2015 : dans un délai de 4 mois, en respectant les valeurs limites d'émissions pour les rejets atmosphériques en COV de la ligne 91

Constats :

Un contrôle périodique des rejets atmosphériques a été effectué en janvier (mesures effectuées du 08 au 12 janvier 2024) par l'entreprise APAVE. Le compte-rendu, du 22/01/2024 montre que les Valeurs Limites d'Émissions en concentration et en flux, pour les COVNM, de la ligne 91 sont respectées.

Néanmoins sur le compte-rendu, datant du 05/09/2024 pour le contrôle inopiné d'août 2024, réalisé par l'entreprise DEKRA (mesures réalisées du 05 au 07/08/2024), la VLE en concentration, pour les COVNM, de la ligne 91 est conforme mais la VLE pour le flux de COVNM, de cette même ligne n'est pas conforme : flux horaire mesuré à 311 g/h équivalent à 7,46 kg/j alors que la VLE est fixée à 2,8 kg/j.

Lors de la présente visite, l'exploitant n'a pas été en mesure d'expliquer ce flux plus élevé qu'habituellement.

L'exploitant a informé l'Inspection qu'une étude technico-économique est en cours afin de comprendre les dépassements réguliers observés ces dernières années sur le paramètre COV en sortie de conduit 91, et envisager, éventuellement, l'installation d'un nouveau système de traitement des gaz en sortie de l'étuve.

Compte tenu de la persistance du non-respect de l'article 2 de la mise en demeure du 08/04/2022, l'Inspection propose de faire usage de l'article L171-8 du code de l'environnement, et de réaliser à une liquidation partielle de l'astreinte du 01/02/2024 pour la période du 05/02/2024 (date de notification de l'arrêté préfectoral d'astreinte à l'exploitant) au 07/08/2024 (184 jours), soit un montant de 5 520 euros.

L'Inspection rappelle, en outre, à l'exploitant que l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 08/04/2022, n'est toujours pas levé. Par conséquent l'arrêté d'astreinte du 01/02/2024 est toujours en cours et ne sera levé qu'après constatation du respect de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 08/04/2022 : à savoir le respect des VLE en concentration et en flux pour les émissions en COV de la ligne 91.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Suivi mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 01/02/2024, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

La société MAUSER FRANCE est mise en demeure pour le site qu'elle exploite 82, rue de l'industrie à SAINT-PRIEST, de respecter les dispositions de l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 31 juillet

2015, dans un délai de 6 mois, en raccordant les conduits 20 et 70 des cabines de rechargement à l'oxydateur thermique.

Constats :

Lors de la visite en 2022, l'exploitant a informé l'Inspection que des tests sont réalisés afin d'utiliser des vernis à base d'eau permettant ainsi de limiter significativement les rejets en polluants des conduits 20 et 70. Ces tests sont toujours en cours à l'heure actuelle.

Lors de la présente visite, l'exploitant a informé l'Inspection que les conduits 20 et 70 ne seront pas raccordés à l'oxydateur thermique (une étude a montré que l'oxydateur thermique actuel du site est saturé), comme le prévoit l'arrêté préfectoral du site du 31/07/2015 et comme l'exploitant s'était engagé initialement.

Au vu des mesures élevées de COVNM en sortie de ligne 70 et de la persistance du non-respect de la mise en demeure du 01/02/2024 conduit l'Inspection a proposé à Madame la Préfète d'ordonner le paiement d'une amende administrative d'un montant de 5 000 euros.

Cette somme est justifiée par le fait que les conduits 20 et 70 du site auraient dus être raccordés à l'oxydateur thermique depuis janvier 2016 comme l'indique l'AP du 31/07/2015 du site et par la coût d'un oxydateur thermique : l'exploitant avait présenté à l'Inspection, en novembre 2023, un devis pour l'installation d'un nouvel oxydateur thermique qui s'élevait à 304 000 euros.

Concernant les rejets atmosphériques, l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du site du 31/07/2015 n'indique actuellement pas de Valeurs Limites d'Émissions pour les conduits 20 et 70. Néanmoins si on projette les VLE imposées actuellement pour les autres conduits du site, les rejets des conduits 20 et 70 ne sont pas conformes. En utilisant des vernis à base d'eau, l'exploitant espère que les VLE pour ces conduits seront respectées sans mise en place d'un nouveau système de traitement.

Les rejets en COVNM de la ligne 70, ont été mesurés :- à une concentration de 442 mg/m³ lors du contrôle périodique réalisé par l'entreprise APAVE du 08 au 12 janvier 2024, pour un flux mesuré à 0,93 kg/h ;

- à une concentration de 825 mg/m³ lors du contrôle inopiné réalisé par l'entreprise DEKRA du 05 au 07 août 2024, pour un flux mesuré à 0,784 kg/h.

Pour rappel, la VLE en concentration du paramètre COVNM pour les autres conduits du site est fixée à 50 mg/m³ et à 20 mg/m³ pour l'oxydateur thermique. Dans le cas où les conduits 20 et 70 ne sont pas reliés à l'oxydateur thermique comme cela est indiqué dans l'Arrêté Préfectoral du site, l'Inspection considère que les VLE à respecter pour ces conduits sont similaires aux VLE fixées pour les autres rejets du site (conduits n°P0, P1, 41, 42, 43, 91). Ces valeurs limites sont détaillées dans le tableau de l'article 3.2.3 de l'AP du 31 juillet 2015.

Dans ce cadre, l'inspection des installations classées propose à Mme la Préfète du Rhône un arrêté préfectoral complémentaire pour réglementer les VLE à respecter pour ces conduits.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prescriptions complémentaires, Amende

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Qualité de l'air

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/07/2010, article L.220-2

Thème(s) : Risques chroniques, Emissions de méthane
Prescription contrôlée : Constitue une pollution atmosphérique au sens du présent titre l'introduction par l'homme, directement ou indirectement ou la présence, dans l'atmosphère et les espaces clos, d'agents chimiques, biologiques ou physiques ayant des conséquences préjudiciables de nature à mettre en danger la santé humaine, à nuire aux ressources biologiques et aux écosystèmes, à influencer sur les changements climatiques, à détériorer les biens matériels, à provoquer des nuisances olfactives excessives.
Constats : Lors de l'inspection du 09/11/2023, l'Inspection a constaté des rejets élevés en méthane de l'exutoire 91 du site (cf constat n°5 du rapport du 01/12/2023). Lors de la présente visite, l'Inspection a pris connaissance des comptes rendus des mesures périodiques des rejets atmosphériques (APAVE, janvier 2024) et du contrôle inopiné air (DEKRA, août 2024) : les mesures montrent de nouveau, des rejets élevés en méthane en sortie de l'étuve (conduit 91) : - concentration en CH ₄ de 2112 mg/m ³ pour un flux de 13,9 kg/h (mesures de janvier 2024) - concentration en CH ₄ de 2729 mg/m ³ pour un flux de 20,5 kg/h (mesures de août 2024). L'exploitant a informé l'Inspection que l'étuve est relativement ancienne. En mars 2024, le constructeur de l'étuve est venue sur le site réaliser une vérification du fonctionnement et une maintenance de l'étuve. Le constructeur a informé l'exploitant que les thermo-réacteurs à l'intérieur de l'étuve sont vieillissants. La combustion se ferait alors moins bien et cela impacte les rejets en méthane. L'exploitant a reçu un devis à hauteur de 98 000 euros pour remplacer les thermo-réacteurs. Post inspection, par mail du 26/09/24, l'exploitant a informé l'Inspection que la commande des thermo-réacteurs a été passée afin de les remplacer. Les travaux se dérouleront fin novembre 2024. L'Inspection a rappelé à l'exploitant que le méthane est un gaz à effet de serre, ainsi il est important de maîtriser ces rejets, de trouver leurs origines et de les réduire à un minimum acceptable.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'Inspection demande à l'exploitant de réaliser deux campagnes de mesures de ces rejets atmosphériques en sortie d'étuve (conduit 91), à 2 mois d'intervalle, afin de vérifier les concentrations et flux de méthane après le remplacement des thermo-réacteurs. Les résultats de ces mesures doivent être tenus à la disposition de l'Inspection. Si les résultats de ces campagnes de mesures montrent toujours de forts rejets en méthane, l'exploitant devra chercher la cause de ces rejets, dans un délai de 6 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Suites de l'inspection de 2023

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/07/2015, article 8.4
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des rétentions
Prescription contrôlée :

<p>I/ Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100% de la capacité du plus grand réservoir ;</p> <p>50% de la capacité totale des réservoirs associés.</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>(...)</p> <p>III/ Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente visite, l'Inspection avait demandé à l'exploitant de réaliser la mise à jour de son document qui référence l'ensemble des rétentions présentes sur le site. Lors de la présente visite, l'exploitant a présenté le document mis à jour en mars 2024. En complément l'exploitant a informé l'Inspection qu'au niveau de chaque rétention sur le site, un affichage est présent afin d'indiquer les dimensions et volumes disponibles de la rétention. L'Inspection a pu vérifier cela lors de la visite du site.</p> <p>Lors de la visite du site, la rétention présente sous le stock de déchets dangereux, à l'air libre, était remplie d'eau de pluie.</p> <p>L'Inspection a demandé à l'exploitant de faire vider au plus vite cette rétention. En outre, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour éviter l'accumulation d'eau de pluie dans la rétention.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant de prendre toutes les dispositions nécessaires pour éviter l'accumulation d'eau de pluie dans la rétention présente en dessous du stock de déchets dangereux présents à l'extérieur du bâtiment, dans un délai de 2 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : Gestion des eaux pluviales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2017, article 13</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mise en conformité de la gestion des eaux pluviales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant communique à l'inspection des ICPE une étude pour mettre en conformité la gestion des eaux pluviales impactées par le projet du 14/11/2016 avec le Guide de la Doctrine du SAGE Lyonnais.</p>
<p>Constats :</p>

<p>Lors de la précédente visite, l'Inspection a demandé à l'exploitant de réaliser des travaux afin de combler les puits perdus présents dans le périmètre du site, et ce, conformément aux règles de l'art et de la Doctrine du SAGE de l'Est Lyonnais. Lors de présente visite, l'exploitant a informé l'Inspection que ces travaux n'ont pas été réalisés puisqu'il s'avère que les puits qui ont été qualifiés de puits perdus sur le site sont en réalité des puits d'infiltration. Ces puits servent à la gestion des eaux pluviales de toiture. L'exploitant a retrouvé une étude du 30 octobre 2018 que la société MAUSER avait fait réaliser par le prestataire ODZ Consultants : cette étude a été réalisée pour la mise en conformité de la gestion des eaux pluviales du site et a conclu que les puits présents dans le périmètre du site sont des puits d'infiltration. En outre, l'exploitant a informé l'Inspection qu'une nouvelle étude est en cours afin de mettre à jour l'étude de 2018. Cette étude sera intégrée dans le DAE que l'exploitant déposera en fin d'année 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Suite inspection 2023

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/07/2015, article 8.4.IV</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Aire de manipulation de produits dangereux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipée de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente visite, du 09/11/2023, l'Inspection a constaté la présence en plein air posée à même le sol une palette contenant des produits dangereux. L'Inspection a demandé à l'exploitant de stocker tous les produits dangereux sur une aire permettant de récupérer la matière en cas de déversement accidentel au sol conformément à l'article 8.4.IV de son arrêté préfectoral.</p> <p>Lors de la présente visite, l'Inspection a constaté que l'ensemble des produits dangereux sont stockés sur une aire étanche, ou sur rétention. Les cartons de poudre qui étaient posés au sol lors de la précédente visite, sont dorénavant disposés sur rétention.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>